



COMPTE-RENDU

28 FEVRIER 2019

# DEMI-JOURNÉE D'ÉCHANGES SUR LES DÉCHETS DU BTP

## Compte-rendu de la journée

La demi-journée d'échanges sur les déchets du BTP a été organisée par France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur et France Nature Environnement Alpes-Maritimes. Ces deux structures FNE fédèrent de nombreuses associations de terrain et portent la voix citoyenne auprès des institutions sur de nombreux sujets : urbanisme, eau, alimentation, énergie, déchets, etc. Elles jouent également le rôle de réseau et organisent le dialogue interactifs, notamment lors de journées comme celles-ci, l'objectif étant de faire se rencontrer les associatifs, les institutionnels, les entreprises, etc.

De nombreuses journées thématiques et ateliers sont organisés chaque année par FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur : pour vous tenir informés, vous pouvez vous inscrire à la newsletter via le lien <https://fnepaca.fr/#inscription>

## ETAT DES LIEUX ET ACTIONS DE LA REGION ET DE LA FBTP

### BARBARA CHOLLEY – REGION SUD PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Barbara Cholley est chargée de mission Etudes et Projets Environnement et référente Déchets du BTP à la Région SUD-Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elle a communiqué les chiffres issus de l'Observatoire Régional des Déchets (ORD) et nous a présenté les principaux projets en cours à la région.

L'ORD, animé par l'ARPE, compile des données sur les déchets du BTP depuis 2017 (base 2015) et collabore avec le SMART DATA Région. Voici quelques chiffres issus de l'Observatoire (se reporter au document powerpoint disponible sur [le site de FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur](#) pour plus de détails) : chaque année, le secteur du BTP produit 15 millions de tonnes de déchets inertes sur la région (sur un total de 22 millions de tonnes). On comprend donc l'importance de bien les traiter et de les valoriser : sur ce dernier point, la région est bien avancée car elle atteint 69% de valorisation (quand la loi française prévoit 70% d'ici 2020). En revanche, le département des Alpes-Maritimes doit encore progresser puisque ce taux n'atteint que 52%.

Le défi majeur des prochaines années : capter les quasi 2 millions de tonnes de déchets inertes qui partent actuellement vers des filières illégales, voire dans la nature... Pour cela, la région joue un rôle d'animateur et d'accompagnateur via notamment la mise en œuvre d'un Plan régional des Déchets, des appels à projets ou encore la création d'un "club des maîtres d'ouvrage" et de groupes de travail thématiques :

- Le plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) est un document opposable qui a fait l'objet d'une concertation amont (avec les collègues d'acteurs, porteurs de projets, etc.), notamment via une Commission Consultatives d'Elaboration et de Suivi (CCES). Le plan, actuellement finalisé, entre en enquête publique à partir du 18 mars (jusqu'au 19 avril) : <http://plandechets.maregionsud.fr/>. Le plan traduit les objectifs nationaux de la loi de transition énergétique pour la croissance verte à l'échelle locale et va même parfois plus loin (par exemple, réduire de 10% les Déchets d'Activité Economiques (DAE) et diviser par deux les DAE collectés en mélange avec les déchets des ménages pour faciliter la mise en œuvre du décret 5 flux).
- Plusieurs appels à projet ont été déployés sur la région, en co-financement avec l'Europe ou l'ADEME :
  - Life IP Smart Waste dont l'objectif est d'orienter la prévention et gestion des déchets vers une économie circulaire innovante (la métropole NCA n'a pas encore pu y participer mais rentrera dans la deuxième phase du projet)
  - Filidéchets qui accompagne techniquement et financièrement les entreprises pour réduire et valoriser les déchets non dangereux issus d'activités économiques : 117 projets depuis 2012, avec un budget annuel de 2M€
- La Région a également créé en 2017 un Club des maîtres d'ouvrages publics dont l'objectif est de les former, les sensibiliser et leur fournir des retours d'expériences pour la prise en compte de l'économie circulaire dans la rédaction des marchés de travaux (3 ateliers par an)

#### Questions / interventions du public :

- Les maîtres d'œuvre ont également un rôle majeur et pourraient être associés au « club » : la région indique que les MOA sont les premières cibles et que l'objectif est qu'ils « embarquent » avec eux (via leurs commandes) les MOE (la région les cible par ailleurs, notamment avec Envirobat)
- Certaines personnes du public pointent du doigt le manque de bonne volonté dans le 06 et la « mauvaise » rédaction des clauses des Marchés Publics
- Des bordereaux de suivi des déchets obligatoires pour le BTP pourraient-ils être une solution ? : question réglementaire mais un bordereau peut être demandé par le MOA, d'où l'intérêt de le sensibiliser.

## CHRISTELLE POURROY – FEDERATION DU BTP

Christelle POURROY est chargée de mission Environnement à la Fédération du BTP. Le secteur du BTP est un employeur important du 06 avec 5 000 entreprises et un CA de 3 Milliards € hors travaux.

La fédération du BTP représente la profession auprès des institutions et autres organismes. Elle réalise également des enquêtes auprès de la profession pour connaître les besoins. Elle met par ailleurs des outils à disposition des entreprises du secteur.

Christelle POURROY rappelle la définition légale du déchet : écrite dans l'article L.541-1-1 du code de l'environnement : "toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire". Chaque entreprise est responsable de la gestion des déchets qu'elle produit et / ou détient jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

Depuis 2016, il existe, pour les distributeurs de matériaux dont la surface est  $\geq 400 \text{ m}^2$  et le chiffre d'affaires annuel  $\geq 1$  million d'€, une obligation d'organiser la reprise des déchets dans un rayon de 10 km.

Le problème principal reste la rédaction correcte des Bordereaux de suivi des déchets (BSD). Ils sont obligatoires pour 3 types de déchets : dangereux, amiantés et emballages. Pour les autres déchets, il existe uniquement une obligation de tenir un registre pour les établissements produisant des déchets (même s'il est conseillé de garder une trace écrite sur le modèle d'un BSD).

Suite aux enquêtes réalisées, il apparaît que les principaux enjeux pour la profession sont :

- l'accessibilité aux points de collecte (les déchetteries publiques sont de plus en plus interdites aux professionnels) et la dégressivité des volumes d'enfouissement disponibles (hausse des coûts) ;

- la correcte intégration de la gestion des déchets dans les marchés (notamment publics) (remarque du public : cf. les récents problèmes qui ont accompagné la réalisation du tramway à Nice).

La fédération met également à disposition de la profession de nombreux outils : listing des points de collecte, formations (par ex. "chantiers faibles nuisances", démarche « chantiers propres » pour les MOA), de la documentation (modèles de bordereaux de suivi de déchets, etc.). Tous ces outils sont disponibles sur le site internet de la fédération <http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr/>

Christelle POURROY nous présente également le projet DEMOCLES, pour lequel la FBTP est partenaire. Il s'agit d'une plateforme collaborative d'acteurs lancée fin 2014 à l'initiative de l'éco-organisme Recylum qui vise à améliorer les pratiques en matière de prévention et de gestion des déchets du second œuvre issus de chantiers de réhabilitation lourde et de démolition. Pour plus d'infos : <https://www.democles.org/>

## VISIONS DE TERRAIN

### FABIEN GAGLIO – ENTREPRISE DE DEMOLITION FAMILIALE

Fabien Gaglio insiste sur la différence entre déchets et déblais, les déblais représentant une grande partie des déchets du BTP. Il nous donne sa vision de terrain de terrassier : il explique le manque d'exutoires des déblais dans le département. Dans le 06 il y a uniquement deux décharges qui acceptent les déblais, mais à des tarifs très élevés. Pourtant ces matériaux, une fois recyclés, sont d'une excellente qualité. A titre d'exemple, il vient de perdre un marché : il se demande comment celui-ci a pu être négocié à 27€ la tonne alors qu'il ne trouve pas d'exutoire légal à moins de 30€ la tonne (donc, sans compter sa marge) ... Dans ces conditions, la survie de son entreprise est impossible.

Fabien Gaglio voit quelques solutions possibles : il pense notamment que les constructions pourraient être pensées en fonction du type de sol et des déchets produits (par exemple, ne pas creuser 2 étages souterrains dans un sol argileux pour lequel peu d'exutoires existent).

Possédant du matériel permettant le tri et la valorisation des déchets du bâtiment, il cherche un terrain pour exercer son activité.

## MICHEL OGGERO ET PHILIPPE GRAFTIEAUX – FILIATER

Cette entreprise innovante prend le problème de l'exutoire des déblais « à l'envers » : elle s'inspire des méthodes de construction ancestrales, en utilisant les matériaux présents sur place pour la construction. Filiater construit ainsi en utilisant des déblais traités ad hoc, sur site, sans transport : de cette manière, la matière ne devient jamais déchets (elle ne quitte d'ailleurs jamais le chantier).

Pour cela, cette entreprise a travaillé en partenariat avec labos de R&D. Et depuis 2008, elle possède ses propres équipes de bureau d'étude et de R&D. Plusieurs projets ont été réalisés, par ex. :

- construction de maisons de village à Grasse-Magagnosc en déblais de pierre et terre recyclés ;
- construction en éco-béton non armé (poudingue).

Ils ont un projet à Nice (2020) d'un petit bâtiment de 10 logements : il sera vendu au prix du marché.

Depuis 2016, ils travaillent également sur les briques de terre comprimée produites sur site en partenariat avec "Briques technic concept" de Toulouse : il s'agit pour eux d'une technologie d'avenir.

A noter que ces bâtiments peuvent atteindre 3 étages dans ces zones à la sismicité 3 et 4. Dans des zones non sismiques, des structures plus hautes pourraient être construites.

Depuis 2018, Filiater est également comme bureau d'études pour l'assistance dans l'utilisation des déblais dans la construction, y compris pour des matériaux difficiles comme l'argile (recyclable par la compression en briques). Ils souhaitent s'associer à des plateformes d'accumulation de déblais pour y fabriquer des matériaux de construction.

### Questions / Interventions du public :

Vif intérêt et débat animé sur les coûts, les avantages / contraintes dues au matériau brique, tenue à l'eau, recyclage intégral possible en briques :

- en termes de coût, la maçonnerie pierres / terre est 10% plus chère car elle est très manuelle. Les autres matériaux sont alignés sur les prix du marché
- si le matériau est correctement employé, la tenue à l'eau est très bonne, comme le démontre le bâti ancien et récent réalisé en terre crue. De manière générale, les matériaux ont des limites dont il faut tenir compte lors de la conception du bâtiment ce qui est précisément le rôle de Filiater comme bureau d'études.
- les performances thermiques sont assez bonnes mais il est nécessaire de prévoir une isolation externe sur les façades peu exposées au soleil. Il y a un grand confort ressenti (bonne gestion de l'humidité), donc le besoin de chauffer est moins important
- les briques sont recyclables à 100% et à l'infini
- pour les maisons particulières : peu pour le moment mais c'est prévu dans le futur

**Merci à tous pour votre présence et à l'ADEME pour son soutien dans le financement de ces journées**